

Matthieu GIROUD

AU-DELA DE « L'URBANISATION PLANÉTAIRE », REFONDER LA RECHERCHE URBAINE CONTEMPORAINE.

(Analyse critique de l'ouvrage *Implosions / Explosions, a study of planetary urbanization*.  
Neil Brenner, dir., Berlin, Jovis, 2014, 570 p.)

*(Texte communiqué par Matthieu Giroud)*

J'ai été très heureux de commencer à lire ce livre... je l'ai été tout autant de le finir ! Non pas uniquement car l'ouvrage est dense et long (plus de 570p !) mais surtout parce qu'il soulève un certain nombre de questions qui relèvent tout autant de la dynamique d'ensemble –c'est-à-dire du projet éditorial en lui même – que du fond – à savoir la thèse défendue, largement reprise de la pensée d'Henri Lefebvre, autour de l'existence d'une urbanisation « planétaire », qualifiée au gré des chapitres de « globale », « généralisée », « complète » (terme utilisé par le penseur français), etc...

Cet ouvrage a l'ambition clairement affichée et maintes fois répétée de refondation théorique des études urbaines et donc de programmation pour la recherche urbaine contemporaine; le problème c'est qu'un tel programme aurait pu être exposé en une centaine de pages (et encore...). On a ici un ouvrage volumineux ce qui rend légitime la démarche d'en savoir un peu plus, que ce soit en termes de délimitation des objets de recherche, de réalisation concrète de la recherche, de démarche et de faisabilité. Là est de mon point de vue l'écueil principal de l'ouvrage...

**1/ Revenons d'abord sur le projet éditorial.** Cet ouvrage est vraiment difficile à classer. Il est iconoclaste –ce qui le rend intéressant !- en ce qu'il s'appuie sur 33 textes réunis en 7 parties pour nourrir la théorie de l'urbanisation planétaire, mais qui ont été écrits à des époques et donc dans des contextes différents : 11 textes « classiques d'arrière plan », écrits entre 1970 et 2007, dont 2 de Lefebvre, en ouverture et en clôture du livre ; 14 « textes récents » écrits entre 2011 et 2013 ; 8 « textes de commande en vue de l'ouvrage ». On a du coup un ensemble assez hétérogène, dont l'épaisseur temporelle a pour but d'asseoir la légitimité non pas de l'ouvrage lui-même mais de l'entreprise de refonte théorique qu'il comporte. Mais cette hétérogénéité n'est que de façade puisque tous les textes, essais ou articles plus « empiriques », s'articulent logiquement autour de la thèse de l'urbanisation planétaire, et pourrais-je dire aussi, du « mythe » que constitue désormais la pensée d'Henri Lefebvre chez nos collègues anglophones. Cette construction éditoriale tout à fait originale et cette apparente cohérence de fond ont à mon sens deux principaux défauts : l'ensemble apparaît extrêmement répétitif, notamment dans les références à certains auteurs « classiques » comme Lefebvre bien entendu, mais aussi Castells, Harvey ou Soja, et donc sur l'exposé d'idées très générales qui sont passées sur la période d'un auteur à l'autre. L'ouvrage offre en effet un très bon concentré de l'art de certains penseurs anglophones d'écrire sur ce que d'autres ont déjà écrit... L'autre écueil concerne l'apparente univocité programmatique et pragmatique de l'ensemble : quelques nuances apparaissent ici ou là (sur l'importance de continuer à penser, dans certaines circonstances, le concept de « ville » par exemple), mais globalement, l'ouvrage écarte toute opposition et controverse possibles, tout comme il occulte artificiellement et donc trop rapidement les désaccords théoriques qui existent pourtant entre certains auteurs (entre Harvey et Soja par exemple). On a donc ici un ouvrage qui n'est ni un reader, ni un essai, ni un ouvrage de recherche, même si ce livre sert de fait de tribune aux réflexions et résultats de l'équipe de Neil Brenner à Harvard (Urban Theory Lab) ou de celle de Christian Schmid à Zurich (ETH Studio Basel) ; un ouvrage à la fois très lisse dans sa logique et la nature de ses contradictions internes, et

potentiellement source de controverse puisqu'il a pour réelle ambition de jeter un « pavé dans la marre » des études urbaines.

**2/Pour Brenner et certains autres auteurs de l'ouvrage, l'aggiornamento doit être théorique pour qu'il puisse être politique !** Ou pour le dire autrement, pour pouvoir *tout simplement* envisager ce qui constitue la condition urbaine mondiale « the contemporary global urban condition (p.334) »- et penser les alternatives du point de vue économique (au capitalisme) et politique, il est urgent pour les études urbaines de s'affranchir de toute une panoplie de catégories et de concepts désormais dépassés mais surtout néfastes car extrêmement performants auprès des agents de la sphère techno-politique. L'ouvrage enjoint ainsi à délaisser toutes les catégories qui distingueraient un « urbain » d'un « rural », toutes celles qui décrivent un type d'emplacement circonscrit – la « ville », la métropole, la mégalopole, la région urbaine ou métropolitaine, l'edge city, etc ; bref de délaisser le discret pour le continu, de remplacer le lieu par le processus (p. 382), de substituer le figé par le dynamique. Et les propositions –parmi d'autres- faites par Henri Lefebvre en 1970 sont parfaitement valables aujourd'hui : la « société urbaine » « la société qui résulte de l'urbanisation complète de la société « aujourd'hui virtuelle, demain réelle » (p.1, 1970)- ou sa déclinaison spatiale, le « tissu urbain » -qui désigne l'ensemble des manifestations de la prédominance de la ville sur la campagne » (p. 10, 1970) représentent deux des principaux concepts à mobiliser.

Privilégier un nouveau lexique pour décrire les processus d'urbanisation (ce sur quoi l'ouvrage est convaincant), mais aussi de nouvelles façons de les visionner ou de les analyser (ce sur quoi l'ouvrage l'est beaucoup moins !) est la condition *sine qua non* pour pouvoir saisir et comprendre les géographies instables et évolutives et les formes de différenciation socio-spatiale produites par le capitalisme du début du XXI<sup>e</sup> siècle. Là se situe le **premier niveau de critique d'ordre politique** du projet de Brenner : analyser les formes et les processus associés au développement spatial – qualifié d'urbanisation- de l'économie capitaliste ; une urbanisation certes inégale mais complète du capital qui comporte dialectiquement des dynamiques « d'implosion » (processus de concentration et d'agglomération) et « d'explosion » des espaces urbains (concept d'urbanisation étendue/diffuse – p.333 ; extension du tissu urbain ; interconnexion entre les lieux et les échelles) ; ainsi que des processus de destruction et de création spatiales (ce que traduit le concept de *destruction créatrice* que David Harvey a repris à l'économiste Schumpeter).

**Le second niveau de critique politique** portée par la refonte théorique proposée s'attaque à la causalité entre « diagnostic » de l'état urbain du monde et mise en œuvre concrète de politiques publiques. Pour plusieurs auteurs de l'ouvrage et en particulier N. Brenner, les concepts qui délimitent et circonscrivent le réel urbain propagent une vision erronée du monde largement relayée par les experts qui nourrissent l'action des organisations internationales et des gouvernements publics. L'enjeu est donc d'abord de déconstruire ces visions « techno-scientifiques » de l'urbanisation du monde (autour du paradigme de « l'âge urbain ») et les politiques qui en découlent, - notamment celles qui consistent à toujours plus de concentration d'équipements, d'investissements, de populations dans les métropoles les plus prospères économiquement, ou à privilégier la néolibéralisation de l'aménagement urbain. Mais il s'agit aussi de proposer une vision *autre*, capable de faire émerger d'autres problématiques, de mettre en valeur de nouvelles « différences » (Schmid, p. 426) qui « traitées » politiquement et stratégiquement pourraient mener à davantage d'équité territoriale et sociale. L'important n'est pas tant le constat de l'existence d'une urbanisation à l'échelle planétaire – au fond une telle thèse est connue et défendue tout au long de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle par de multiples penseurs, urbanistes, philosophes aussi variés qu'Howard, Geddes, Doxiadis ou Fuller – que d'interroger à la fois les fondements idéologiques sur lesquelles elle repose et les versions politiques qu'on en a déclinées. C'est précisément en cela que des auteurs –tous cités dans l'ouvrage- comme Jurgen Habermas, Herbert Marcuse, Jean-Luc

Nancy et bien entendu H. Lefebvre apparaissent comme des précurseurs (voir l'excellent article de Nikos Katsikis intitulé « Deux approches du « management mondial » : C. A. Doxiadis et R. B. Fuller, p. 480). L'attaque de ce dernier porte précisément sur l'idéologie techno-scientifique qui sous-tend l'expertise, cette « technoscience » influente faite de descriptions statistiques et cartographiques qui ignore les contextes sociaux, économiques et politiques et les conflits que l'urbanisation planétaire provoquent : pour Lefebvre et donc pour Brenner, au contraire, l'espace n'est pas neutre politiquement mais profondément idéologique et donc stratégique.

Ceci nous amène au **troisième niveau de critique politique** du projet de Brenner. Promouvoir, à travers un nouvel outillage théorique, l'urbanisation planétaire conduit à reconnecter du double point de vue analytique et stratégique, les différentes formes de « dépossession » produites par le capitalisme et sa quête effrénée d'accumulation, et donc, par là, les différentes forces qui les contestent (p. 199). Puisqu'elles partagent une même « condition » urbaine faite de dépossession, d'éviction, de fermeture, d'injustice, de destructions créatrices, les luttes des paysans, des petits propriétaires terriens, des populations indigènes doivent être rapprochées de celles menées dans les espaces de la concentration, par exemple par les indignés ou le mouvement occupy. C'est précisément en cela que, dans le sillage de Lefebvre, les auteurs insistent sur le fait que la révolution sera forcément « urbaine »...

**Dernier élément ici de critique politique**, certes un peu décalé, quoi que... : l'ambition théorique clairement affichée de cet ouvrage est une attaque à ce que Brenner mais aussi Andy Merrefield appellent la « tradition empiriste positiviste », non seulement celle déjà évoquée des experts et des technocrates fascinés par la quantification et sa prétendue objectivité, mais aussi celle des chercheurs en sciences sociales qui « privilégient les investigations concrètes et la production de représentations graphiques plutôt que d'interroger les présupposés conceptuels qui les fondent » (p. 331). Tous –experts, technocrates, chercheurs- participent au même système. Et un des rouages de ce système concerne les dispositifs de financement de la recherche publique qui privilégient la collecte de données empiriques (« priorization of empirical data » p.388) dans le seul but de fournir les experts économiques et politiques, publics ou privés. Ceci constitue une approche dominante de ce qu'est « faire de la recherche » -amasser des données- et elle s'est imposée au dépend d'une pensée approfondie des phénomènes, qui implique formulation de concepts et engagement politique. Dans un tel contexte, et même si la théorisation « pure », c'est-à-dire sans contenu, soulève quelques questions, faire de la théorie relève d'une posture de recherche subversive. Je dois reconnaître qu'un tel plaidoyer m'a fortement interrogé tant on sait par ailleurs à quel point les chercheurs, même « critiques », en sciences sociales sont contraints par des politiques universitaires et éditoriales qui poussent à la publication et aux performances bibliométriques. Et la solution dans cette course à la publication est précisément de faire de la théorie, puisque la théorie ne force pas à se confronter au terrain, ce qui, on le sait, demande du temps. Le résultat est souvent décevant ou du moins frustrant, avec des articles très solides théoriquement mais pauvres méthodologiquement et empiriquement. Pour moi, cet ouvrage témoigne quand même d'une telle contradiction. Théoriser c'est convaincre par la démonstration, c'est entretenir une relation –qui peut être dialectique ou non- avec les faits, et qui peut être médiatisée par des postures d'observation. Or, ici, une telle relation apparaît trop souvent dominée par l'abstraction, la spéculation ou par un manque de précision ; ce qui pose bien sûr la question de sa légitimité (un bon exemple : les résultats des travaux de l'équipe de C. Schmid sur la visualisation d'une typologie renouvelée des espaces urbanisés en Suisse ; typologie qui s'appuie sur des données qualitatives et de terrain -p.407- et non statistiques, mais dont les critères ne sont pas présentés : quels sont les signes du processus d'urbanisation qui ont été traqués par l'observation de terrain ?).

**3 / Cette contradiction, ce décalage entre méta-théorisation et concrétisation de la recherche m'amène pour finir à poser quelques pistes de discussion dans une perspective de prospective nationale de la recherche urbaine :**

- **il apparaît important d'étudier de plus près les processus qui conduisent au passage du « non-urbain » à « l'urbain »,** ou pour le dire avec les mots de Lefebvre, de dépasser l'étude des formes urbaines **pour atteindre celle des processus d'urbanisation, et ce à toutes les échelles spatiales** : un seul texte dans l'ouvrage, très intéressant au demeurant, celui d'Alvaro Sevilla-Buitrago de l'université polytechnique de Madrid, aborde cette question, pourtant fondatrice de la thèse défendue. Il porte sur le processus de remembrement (« enclosure ») de la campagne britannique comme forme d'« urbanisation étendue » (concept introduit par Roberto Luis Monte-Mor, un autre auteur de l'ouvrage). Il s'agit donc d'étudier « les processus d'urbanisation dans leur totalité », ce qui doit enjoindre, si l'on suit la proposition de David Wachsmuth (p. 377-378) à délaisser toute forme de *cityism* méthodologique (dont l'écueil est d'isoler et de naturaliser la ville dans l'étude des processus urbains, alors que la non-ville est tout aussi significative). **Mais il s'agit aussi de regarder de plus près « les différences dans la nature de l'urbain »** (Schmid, p.406). Même si en l'état, l'ouvrage manque d'éléments concrets d'analyse de ces processus d'urbanisation dans toute leur variété, une phrase de John Friedman en conclusion de l'ouvrage ouvre une piste bienvenue : « 'Devenir urbain' peut être le terme descriptif général, mais ce qui en fin de compte importe le plus réside dans les **histoires de détail** : quels sont les acteurs engagés, les conditions institutionnelles réunies, les 'pourquoi' et les 'comment' qui font que les processus du phénomène étudié convergent ou divergent ? » (p. 559). D'un point de vue méthodologique, Friedman –tout comme d'autres auteurs du livre- considèrent que seule la démarche comparative permet alors d'identifier « les différences de processus similaires » et donc d'en tirer des interprétations convaincantes. Encore faut-il s'entendre sur ce qu'est une telle démarche qui a, si l'on revient dans le contexte français, été souvent promue dans les appels d'offre de l'ANR, mais qui a souvent – bien heureusement pas toujours !- abouti à la compilation de recherches individuelles menées en parallèle, sans croisement méthodologique ou analytique préalable. Sans l'étude de ces différences, des écarts d'intensité du processus d'urbanisation et surtout de ses effets sociaux, la thèse de l'urbanisation planétaire me semble en tout cas sous la menace d'un processus de fétichisation (ce que traduit quelque peu l'ouvrage), de dilution (propre à certaines postures post-structuralistes), d'une perte de sa substance et de son pouvoir heuristique (au sens d'art d'inventer).

- **seconde piste qui découle de ce qui vient d'être dit : en plus de travailler sur ce qui fait la « condition urbaine », ne faudrait-il pas aussi observer avec attention ce qui constitue dans ces nouvelles conditions l'« expérience urbaine »** (cf. titre ouvrage de David Harvey, 1989) des populations ? : Comment l'urbain (au sens de la théorie de l'ouvrage) est-il concrètement appréhendé, approprié et produit par les populations et les individus ? Comment « l'urbain » façonné par les nouvelles logiques et exigences du capitalisme contemporain est-il subi, retravaillé, contourné, détourné, combattu par les gens « ordinaires » ? Certes on peut apporter quelques éléments de réponses, comme le font par exemple David Madden et A. Merrefield dans l'ouvrage, en utilisant les théories et les concepts des études sur les mouvements sociaux (que ce soit en termes de Droit à la ville – voir la très bonne critique de Merrefield, « too vast and too narrow » ; ou de *politics of the encounter*, « square the lived and the historical », p. 529-530) ; mais il me semble que l'expérience urbaine qui mérite aussi attention est celle qui traverse le quotidien, la banalité, l'habitude ou l'inattendu, le répété comme l'instantané. Nous ne sommes pas « urbains » de la même façon que l'on réside dans le 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris, au Blanc Mesnil, au Creusot, à Arcachon ou dans un village du Massif Central. Nous ne sommes surtout pas « urbains » de la même façon que l'on appartienne aux classes dominantes ou aux franges défavorisées ! Etudier les processus d'urbanisation ne peut écarter cette dimension structurante de la question sociale que constituent les pratiques spatiales et les modes d'appropriation de l'urbain. Sur ce point, l'ouvrage apparaît malheureusement assez indigent : les rares travaux empiriques exposés s'appuient sur des vues surplombantes, des cartographies figées (problème reconnu par N. Brenner, p. 454), des « vues du

ciel » - se rapprochant parfois de celles-là même que Lefebvre n'a cessé de critiquer. Il est pourtant fait référence par C. Schmid en début de l'ouvrage (p. 75, p. 163) de la grille lefebvrine de la production de l'espace (espace perçu-conçu-vécu), mais on perd malheureusement très vite sa trace. Il me semble qu'un concept comme celui « d'expérience urbaine » (qui n'est pas nouveau !) permet de tenir en tension, à travers la médiation du niveau méso « urbain », les transformations structurelles globales (celles du capitalisme contemporain) et leur « réception » (dont le sens est très large) par les populations. Et donc d'articuler deux traditions théoriques, dont l'opposition apparaît souvent stérile, à savoir structuralisme et phénoménologie (ce qu'a d'ailleurs me semble-t-il tenté de faire Lefebvre il y a plus de 60 ans avec son concept de vie quotidienne).

**- pour conclure, il reste une question fondamentale : que faire face à un tel programme et à une telle ambition théorique ?** Devons-nous nous contenter de l'amender comme nous tentons de fait de le faire ici ? Quelle autre alternative théorique ou « carte cognitive des formations urbaines émergentes » pour citer Brenner (« cognitive map of emergent urbanizing formations », p. 331) pouvons nous y opposer et défendre ? En existe-t-il d'autres ? Dans son dernier ouvrage *Expulsions. Brutality and complexity in the global economy*, paru la même année que celui de N. Brenner, S. Sassen, semble, tout en mobilisant un lexique différent (celui de l'expulsion), aboutir à des conclusions assez similaires que celles de son collègue d'Harvard... Et puis –question d'ailleurs soulevée par N. Brenner lui même (p. 185-186 et 197)- si l'urbain est partout, que reste-t-il de la spécificité d'un champ intellectuel couvert par une recherche dite « urbaine » ?

**Il me semble que tenter de répondre à ces interrogations conclusives représente certainement l'un de nos chantiers du jour...**